



15 octobre, journée nationale de grève et de mobilisation des personnels de la santé, du social et du médico-social !

Cela fait maintenant 8 mois que nous sommes touchés par la première vague du COVID. 8 mois qu'a été mis au grand jour le fait que notre système de santé et de protection sociale, que le monde entier nous enviait, n'était plus performant parce que les politiques successives n'avaient cessé de le casser. 8 mois pendant lesquels rien n'a été fait pour que la catastrophe sanitaire qui que nous vivons ne se reproduise plus jamais.

Le Ségur de la santé n'a répondu en rien aux principales revendications des personnels hospitaliers pour des soins de qualité : des postes et des lits. Quand dans le même temps les signataires ont signé en toute conscience le fait que les salarié.es du médico-social ne seraient pas revalorisé.es. Nous sommes désormais face à une nouvelle vague d'hospitalisations et le gouvernement n'a pour seules réponses qu'une série de mesures toutes plus liberticides les unes que les autres visant à pallier les défaillances du système hospitalier qu'il a créées.

Depuis 20 ans ce sont plusieurs dizaines de milliers de lits qui ont été supprimés dans les hôpitaux publics, 8000 sur les 2 dernières années. Les "12500 lits de réanimation" annoncés par le ministre de la santé sont un mythe : pas un lit n'a été créé, il s'agit de lits existants pouvant être transformés, mais à quel prix? Il est intolérable que pour la seconde fois de nombreux patient-e-s souffrant d'autres pathologies, parfois graves, se voient refuser l'accès aux soins à l'hôpital. Selon les premières estimations plusieurs milliers en mourront et plusieurs dizaines de milliers subiront une dégradation de leur état de santé.

FACE AU COVID-19



Il y a quelques jours Olivier Véran lançait un appel à l'aide aux personnels soignants et hier encore le président Macron disait à une infirmière que le problème c'était un manque d'organisation. De qui se moquent-ils ? Depuis des années les suppressions de postes s'enchaînent. Depuis des années les conditions de travail se dégradent à tel point que désormais la "durée de vie" d'une infirmière à l'hôpital n'est plus que de 7 ans. Depuis des années les emplois proposés ne sont que des enchaînements de contrats précaires, de périodes d'essais de parfois 8 mois, et ils s'étonnent du fait que les personnels soignants ne répondent pas à des propositions de contrats de 3 mois sous payés pour gérer l'épidémie de covid ? Beaucoup l'ont fait en mars et n'ont eu pour seule réponse que des applaudissements et des promesses de médailles quand elles n'ont pas eu à se disputer une prime « au mérite ». Elles ne le feront pas deux fois.

Ce ne sont pas de ses fausses larmes et d'applaudissements aux balcons dont nous avons besoin. Ce n'est pas ce type de reconnaissance qu'attendent les personnels et les usager-e-s. Il faut dès maintenant organiser la réouverture de tous les lits, de toutes les structures et hôpitaux publics de proximité qui ont été fermés pour un égal accès de toutes et tous à des soins de qualité. Il faut dès maintenant organiser le recrutement de 100 000 personnels dans les hôpitaux publics et de 200 000 dans les EPHAD et de plusieurs milliers dans le médico-social. L'absence de ces postes a notamment comme conséquence en cette période pourtant charnière la fermeture de nombreux lits : il est impossible de remplacer les personnels malades,



notamment du COVID. Il faut aussi revaloriser tout le secteur de l'aide à domicile sans qui la 1ère vague aurait été pire

Nous ne pouvons plus accepter que le gouvernement restreigne nos libertés, notre vie sociale alors qu'en parallèle rien n'est fait pour le système public de santé. Quant aux dernières mesures annoncées par le gouvernement sur le PLFSS 2021 (projet de loi de financement de la sécurité sociale) il s'agit d'une économie de 4 milliards d'euros sur les postes de travail, sur les remboursements de soins notamment pharmaceutiques....

Nous ne pouvons plus accepter que des milliards d'euros soient accordés à des grands groupes qui licencient par milliers tout en versant des dividendes de millions d'euros à leurs dirigeants pendant que notre système de santé et de protection sociale meurt à petit feu.



Vous ne ferez pas taire notre colère.

Les manques d'effectifs récurrents partout dans les services et les établissements dans tout le pays sont INACCEPTABLES et doivent cesser !

Face à un gouvernement qui continue à communiquer qu'il maîtrise la situation et aurait réglé tous les problèmes grâce « au Ségur de la Santé », la Fédération SUD Santé Sociaux, au côté des collectifs de luttés, exige :

- Des formations massives de professionnels pour des recrutements de personnels qualifiés
- L'ouverture massive de lits et /ou services en psychiatrie, les services de soins et les structures du sanitaire, du médico-social et du social partout où cela est nécessaire et pour désengorger les Urgences ;
- La reconnaissance sans condition en maladie professionnelle de tous les personnels de santé et d'action sociale atteints par la covid-19 ;
- L'arrêt de la déréglementation sur le temps travail rendu possible par le protocole d'accord du « Ségur de la santé » et la baisse de temps de travail pour nos métiers pénibles ;
- Des augmentations de salaires pour atteindre 300 € par mois minimum pour toutes et tous ;
- Un Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale qui réponde aux besoins des professionnel-le-s et de la population.

Collègues du sanitaire, du social, du médico-social, du public et du privé, toutes et tous dans l'action pour des embauches massives immédiates, l'amélioration des conditions de travail, la revalorisation significative des salaires pour l'ensemble des personnels et une prise en charge de qualité pour la population !



On ne lâche rien ! On ne se lâche pas !

Toutes et tous dans la rue le 15 octobre !

